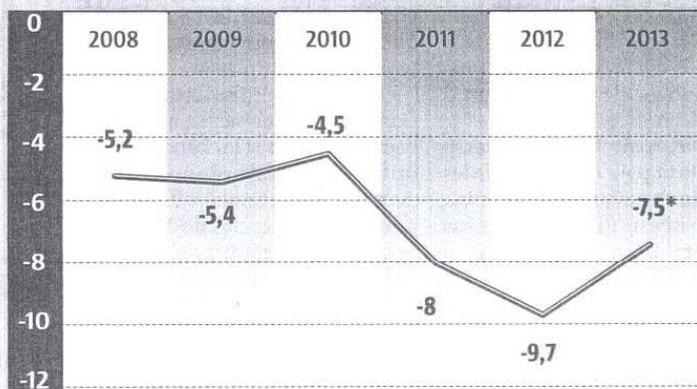


Le déficit extérieur retombe à 7,5% du PIB

■ L'économie nationale a enregistré un déficit de financement de 66,1 milliards de DH en 2013 au lieu de 80,4 milliards en 2012 ■ L'allègement du déficit des balances des marchandises et des revenus et l'amélioration des excédents dans les transferts courants et les services ont contribué au reflux du déficit courant.

On est encore loin des niveaux de 2008-2010

Evolution du solde courant de la balance des paiements (en % du PIB)



*Calcul La Vie éco

Source : ministère des finances

On s'y attendait un peu, et finalement le résultat est bien meilleur que ce qui était prévu : le déficit du compte courant de la balance des paiements au titre de l'exercice 2013 a reculé substantiellement par rapport à son niveau de 2012, selon les dernières statistiques de l'Office des changes : -66,1 milliards de DH au lieu de -80,6 milliards une année plus tôt. Proportionnellement au PIB, ce déficit, qui reflète les besoins de financement de l'économie, s'établit à 7,5% en 2013, au lieu de 10% environ en 2012. Bien sûr, c'est encore élevé comme déficit, mais c'est mieux que ce sur quoi tablaient les prévisionnistes : -8,1% pour le HCP, -7,8% pour Bank Al-Maghrib, et -7,7% pour le ministère des finances.

Qu'est-ce qui explique ce reflux du déficit extérieur ? Contrairement à ce qu'on pourrait penser de prime abord, il n'y a pas eu seulement un recul des importations ; toutes les autres balances du compte des transactions courantes ont, en fait, enregistré des améliorations.

Primo, la balance des biens, pour des raisons liées à la fois à l'atonie des activités non agricoles et, dans une certaine proportion, aux mesures de défense commerciale mises en place, a enregistré un solde défi-

citaire (-170 milliards environ) en recul par rapport à 2012 (-173 milliards de DH). Inutile de rappeler que, eu égard à la faible compétitivité des exportations et à la faiblesse du volume de l'offre exportable, alors que la croissance économique marocaine est grande consommatrice de produits importés, cette balance est structurellement déficitaire. Et elle continuera de l'être sur le court et le moyen terme ; le challenge étant de parvenir à réduire progressivement le niveau du déficit.

Deuxio, la balance des services, structurellement excédentaire, elle, a enregistré en 2013 un excédent (+46,8 milliards de DH) en légère amélioration par rapport à celui de 2012 (+45,3 milliards). Rappelons ici que le tourisme est la principale rubrique de cette balance. Et comme le Maroc est récepteur infiniment plus qu'il n'est émetteur de touristes, le solde de la balance des services reste excédentaire même lorsque cette activité accuse des contrecoups conjoncturels.

Tertio, les transferts courants, qui comprennent principalement les envois des MRE, ont réalisé un excédent de près de 74 milliards de DH, au lieu de 66,4 milliards en 2012. Comme pour les services, cette balance est également structurelle-

ment excédentaire ; le Maroc étant très largement un pays d'émigration que d'immigration.

Longtemps, et jusqu'en 2007, ce sont les excédents réalisés dans ces deux balances, les services et les transferts courants, qui finançaient le déficit de la balance des biens et, ainsi, permettaient d'obtenir un solde excédentaire du compte courant.

Quarto, enfin, le recul du déficit courant, on le doit aussi à un allègement du déficit de la balance des revenus : -16,8 milliards de DH, au lieu de -19,2 milliards en 2012. Là encore, parce que le Maroc reçoit plus d'investissements étrangers qu'il n'investit lui-même à l'extérieur du pays, cette balance est structurellement déficitaire. L'essentiel de ces revenus, faut-il le préciser, est constitué des dividendes que réalisent les sociétés étrangères établies au Maroc et qu'elles transfèrent chaque année

vers le pays d'origine. Avec le recul du déficit accusé en 2013, on peut penser que ces sociétés ont transféré moins de dividendes qu'en 2012 ; en lien probablement avec le marasme qui a frappé le secteur non agricole au Maroc. Mais en termes de tendance, les transferts de dividendes sont sur un trend haussier, ce qui est logique compte tenu du stock de plus en plus important d'investissements étrangers au Maroc (voir encadré). Sur le plan économique, les investissements étrangers, en particulier les investissements directs, produisent des impacts positifs (emplois, revenus, croissance),

CE QUI EXPLIQUE CE REFLUX
DU DÉFICIT EXTÉRIEUR, C'EST
QU'IL N'Y A PAS EU SEULEMENT
UN RECU DES IMPORTATIONS ;
TOUTES LES AUTRES BALANCES
DU COMPTE DES TRANSACTIONS
COURANTES ONT, EN FAIT,
ENREGISTRÉ DES AMÉLIORATIONS

et c'est la raison pour laquelle les pays se livrent une concurrence féroce pour en attirer le maximum d'investisseurs. Au bout d'un certain temps, cependant, les investisseurs commencent à rapatrier dans leur pays d'origine tout ou partie des bénéfices réalisés, ce qui est tout à fait normal.

Et quand les devises viennent à manquer, ce n'est pas commode du tout, mais c'est ainsi. Il faut néanmoins relativiser les choses : ce qui cause le déficit courant au Maroc, c'est essentiellement la faiblesse des exportations de marchandises ■

S.A.

La position extérieure nette déficitaire de près de 500 milliards de DH

A fin 2012, dernière statistique disponible sur la position extérieure globale du Maroc, le stock des investissements directs étrangers au Maroc (IDE) s'élevait à 384,74 milliards de DH. Celui du Maroc à l'étranger ressortissait à 18,35 milliards de DH. La position du Maroc est ainsi déficitaire de 366,4 milliards de DH. En matière d'investissement de portefeuille, les titres marocains détenus par les étrangers s'élevaient à 25,33 milliards de DH et les titres étrangers détenus par le Maroc à 6,9 milliards de DH ; d'où une position extérieure déficitaire à ce niveau de 18,44 milliards. En y ajoutant les autres investissements (prêts/emprunts, crédits commerciaux en avoirs et en engagements) où la position du Maroc est déficitaire de 260 milliards de DH, et en tenant compte des avoirs de réserves évalués à 147,9 milliards de DH à fin 2012, on obtient une position extérieure globale nette (PEGN) déficitaire de 496,85 milliards de DH. En 2011, la PEGN accusait un déficit de 438,7 milliards de DH, contre 389,2 en 2010 ■